

# Mots. Les langages du politique

78 (2005)

Usages politiques du genre

---

Claire Blandin

## **Collectif, 7<sup>e</sup> Rendez-vous de l'Histoire, Blois, 14-17 octobre 2004 : « Les femmes dans l'Histoire »**

---

### **Avertissement**

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Référence électronique

Claire Blandin, « Collectif, 7<sup>e</sup> Rendez-vous de l'Histoire, Blois, 14-17 octobre 2004 : « Les femmes dans l'Histoire » », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 78 | 2005, mis en ligne le 31 janvier 2008. URL : <http://mots.revues.org/463>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : ENS Éditions  
<http://mots.revues.org>  
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://mots.revues.org/463>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© ENS Éditions

## « Les femmes dans l'Histoire »

7<sup>e</sup> Rendez-vous de l'Histoire, Blois, 14-17 octobre 2004

Destinés à un public de chercheurs, d'enseignants et de passionnés d'histoire, les Rendez-vous de l'Histoire, de Blois, s'imposent aujourd'hui comme un lieu unique d'échanges entre spécialistes de différentes disciplines, partageant un même objet d'étude. Pendant quatre jours, ils proposent un programme varié d'expositions, de tables rondes, de conférences, de cycles de projection, organisés autour d'un important salon du livre d'histoire. Leurs travaux cette année étaient consacrés aux femmes.

L'historiographie liée au mouvement féministe a bien sûr été à l'honneur. Elle a permis de passer d'une figure monolithique de la femme dans l'histoire à des histoires de femmes. Autour de Françoise Thébaud, plusieurs chercheurs ont témoigné de leur rejet par l'institution et du militantisme qui a caractérisé l'historiographie des années soixante-dix. La recherche en était alors, avec les premières thèses dirigées par Michelle Perrot et Madeleine Rebérioux, à une accumulation de savoir pratique. Si les travaux sur les marges (comme ceux de Marie-Jo Bonnet) sont apparus rapidement, il a fallu attendre les années quatre-vingt-dix pour qu'émerge une histoire des genres. Il faut dire que les structures de l'Université française (où les doctorants assurent une carrière par le choix d'un sujet de thèse largement reconnu) n'ont pas favorisé l'acculturation du *gender* américain. Le concept permet pourtant de mettre l'accent sur l'articulation du masculin et du féminin ; en partant des constructions sociales, il parle d'inégalités et de relations de pouvoir. Terme polysémique, cet instrument d'analyse permet enfin d'innover de multiples disciplines.

La place accordée aux femmes par les historiens a été au centre de plusieurs discussions. Dans une très intéressante lecture de l'affiche du festival (une armure-buste féminin), Michèle Riot-Sarcey a montré combien la femme dans l'histoire était en effet le plus souvent une femme sans tête, absente ou exclue. L'histoire des femmes échappe à l'histoire politique, institutionnelle : les femmes sont mises à l'écart de la sphère publique et pensées à l'écart de l'histoire ; ce sont sans doute des actrices, jamais des sujets capables de faire la jonction entre l'acte et la parole. Maurice Godelier montre d'ailleurs bien que le premier travail du chercheur doit être un décentrement : il doit se méfier de son ethnocentrisme et de son androcentrisme spontané (c'est d'autant plus difficile en histoire que les sources transmettent le regard des hommes). Pour lui, ce n'est ni la parenté ni la famille qui fondent les sociétés, mais les rapports politico-religieux. Et c'est de cette sphère que les femmes sont exclues.

Si plusieurs rencontres ont tenté de réévaluer la place des femmes dans l'histoire militaire (engagement des femmes dans les armées révolutionnaires, places des combattantes du FLN...), c'est bien souvent le rôle politique des femmes qui a été au centre des débats. Édith Cresson, mais aussi les sénatrices Bariza Khiari ou Jeanine Gourault, ont témoigné des motivations de leur engagement et de la difficulté de leur parcours politique. Les carrières commencent souvent par des mandats dont personne ne veut, des combats électoraux perdus d'avance pour les partis. Les élues doivent ensuite se battre pour échapper aux dossiers que les préjugés de leurs confrères leur attribuent « naturellement », comme les affaires sociales ou la famille. Elles sont bien sûr victimes du retard français en matière d'égalité citoyenneté (droit de vote seulement en 1946, faible représentation dans les assemblées). Il faut dire que l'histoire a identifié le politique aux hommes, la circonscription succédant au fief et l'élu au roi. Ce transfert ne pouvait se faire qu'en faveur du mâle (Michelle Perrot). Simone Veil, présidente du festival, a insisté elle aussi sur le fait que les femmes sont exclues de toutes les charges perçues comme incarnant un vrai pouvoir. Pour Gisèle Halimi, ce faible investissement du champ politique par les femmes est aussi un héritage du mouvement féministe qui a rejeté le pouvoir politique, comme tous les moyens de domination. La parité, concept philosophique définissant un autre universalisme, serait pour elle un moyen de sortir de cet écueil. L'application de cette parité politique a nécessité de modifier la Constitution puis de voter une loi ; mais les partis ont été les premiers à transgresser cette loi en payant des compensations financières : lors des dernières élections législatives, l'UMP n'a présenté que 19 % de femmes, le PS 35 %.

Dans sa conférence inaugurale, Gisèle Halimi a donc surtout montré combien la défense de la « Cause des femmes » restait d'actualité : la femme, à égalité de statut, subit une discrimination en tant que femme. Certes, une panoplie de textes législatifs et de conventions internationales est censée assurer l'égalité des droits entre les sexes. Pourtant, les inégalités sont flagrantes dans le domaine du travail et du partage des tâches. Les femmes représentent un tiers de la main-d'œuvre dans le monde, mais ne touchent qu'un dixième du revenu mondial ; elles ne possèdent qu'un centième du patrimoine immobilier mondial. En France, 80 % des smicards sont des smicardes. Pour Gisèle Halimi, ces inégalités reflètent un parti pris philosophique du monde du travail, aussi bien du point de vue des employeurs que de la part des syndicats, qui ont toujours considéré que le travail des femmes était un revenu d'appoint pour un ménage. Pourtant, l'indépendance économique est la pierre de touche de la libération de la femme. L'éducation et la culture devraient aussi bénéficier d'une égalité absolue, mais les efforts des gouvernements en matière d'alphabétisation bénéficient toujours plus aux garçons qu'aux filles. C'est ce qui a conduit le PNUD (Programme des Nations unies

pour le développement) à modifier ses paramètres de mesure. De l'IDH (indice de développement humain), il est passé à l'ISDH (indice sexo-spécifique de développement humain), qui met en évidence une régression du développement dans deux fois plus de pays du monde.

Les acquis féministes, véritables icebergs dont les parties immergées révolutionnent la société dans son ensemble, paraissent donc bien précaires : les lois sont votées sans être appliquées. La situation est d'autant plus grave qu'on assiste aujourd'hui à l'émergence d'une poussée du discours masculiniste qui considère l'égalité acquise entre les sexes et estime que les femmes menacent à présent les hommes de domination...

Claire Blandin

Université Paris 12, CEDITEC, claire.blandin@laposte.net

### **Féminin/Masculin. Sociologie du genre**

Christine Guionnet, Érik Neveu

2004, Paris, Armand Colin (Collection U), 288 p.

En moins d'une décennie, le paradigme du genre a profondément bouleversé l'agenda des sciences sociales. En France, l'intérêt des chercheurs, pour s'être manifesté avec retard, est aujourd'hui réel et sans doute durable. Loin de constituer une mode, il s'institutionnalise à travers des colloques, des revues, des enseignements spécifiques. Nul doute que la *mise en manuel* des multiples travaux orientés sur cette question participe de la légitimation-institutionnalisation des études de genre. L'ouvrage signé par Christine Guionnet et Érik Neveu (parité respectée !) atteint son objectif : recenser les travaux les plus importants, en particulier la littérature américaine ici maîtrisée avec une impressionnante érudition, tout en esquissant des mises en perspective, des problématisations, des interrogations critiques. Les auteurs ne peuvent évidemment contourner les questions fondamentales qui sont au soubassement de toute réflexion sur le genre, à commencer par les plus triviales (et les plus difficiles) de toutes : Qu'est-ce qu'un homme ? Qu'est-ce qu'une femme ? Leur réponse, pour être exclusivement de science sociale, n'est pas pour autant dépourvue de nuances. Oui, la socialisation initiale joue dans nos sociétés un rôle encore central sur ce terrain (voir l'excellent exemple des catalogues de jouets de Noël). Mais des choses décisives se jouent plus en amont encore, au stade où se noue (et se dénoue) l'attachement œdipien. Le détour par l'anthropologie permet alors de voir la variété des *habitus* masculin et féminin, sans discréditer a priori l'hypothèse d'universaux genrés. Et ce n'est pas naturaliser par exemple un improbable « instinct maternel » que d'observer